

Gouvernement  
de la Martinique.

Au Fort Royal - le 3 Décembre 1826.

N<sup>o</sup> 260

Administration  
du Directeur-Général  
de l'Intérieur.

Direction  
des Colonies.

Bureau d'Administration.

transmis le 12/12/26  
et joint à la lettre 1826  
C. C. G.

11/12/26  
11/12/26

Adm<sup>o</sup>  
N<sup>o</sup> 260

Monseigneur,

Par la lettre que Votre Excellence m'a fait  
l'honneur de m'écrire le 12 Aven dernier N<sup>o</sup> 315, en me  
donnant communication de celle de M<sup>o</sup> le Ministre de la  
Justice, Elle m'invite à lui transmettre les renseignements que  
je pourrais recueillir sur le compte du S<sup>r</sup> Bourdillon (ami Jean  
natif de Genève, négociant et propriétaire à la Martinique,  
en ce moment à Paris, le quel sollicite du Gouvernement du  
Roi des lettres de naturalité.

Dans la notice ci-jointe de M<sup>o</sup> le Procureur  
du Roi de S<sup>r</sup> Pierre qui m'a été donnée par M<sup>o</sup> le Directeur  
Général de l'Intérieur de la Colonie, S. E. Monseigneur le  
Ministre de la Justice trouvera tous les renseignements qu'Elle  
pourrait désirer sur le sieur Bourdillon.

Je suis avec un profond respect,

Monseigneur,

Votre très humble et  
très obéissant serviteur

L'Aide-de-Camp du Roi, Gouvernement.

Chesville

à Son Excellence le C<sup>te</sup> de Chabrol, Pair de France  
Ministre de la marine et des Colonies.

Ministère  
de la Justice.

Direction  
des Affaires civiles.

Bureau

N<sup>o</sup>. 5286 = 136.

Analyse.

Naturalisation

Bourdillon  
(Ami Jean)

Demande inadmissible.

Paris, le Mars 1827.

Provisoirement copié: M. le G<sup>ral</sup> de la M<sup>re</sup> / 2<sup>me</sup>  
le 17 mars 1827.

Monsieur le Comte, J'ai reçu les renseignements que vous avez bien voulu me communiquer par votre lettre du 6 février dernier concernant le Sr. Bourdillon (Ami Jean) né à Genève; négociant et propriétaire à St. Pierre et le Martinique, et qui a demandé de l'attestation de Déclaration de nationalité.

Je prie Votre Excellence de vouloir bien faire connaître au Sr. Bourdillon que sa demande ne m'a point paru susceptible d'être présentée à l'agrément du Roi.

Recevez, Monsieur le Comte, l'assurance de ma haute considération.

Le Garde des Sceaux  
Ministre Secrétaire d'Etat de la Justice  
C. Delavignette

à S. E. le Ministre de la Marine

11. P. P. L. O.

Ministère  
de Justice

Paris, le 21 juillet 1866

Autres copies de l'art. de loi de 1861 qui  
est ant. 1866.

Direction  
des Affaires civiles.

Bureau

N. 286. D. 6.

Analyse.

Demande de  
renseignements.

(Monsieur le Comte, le Sr. Douville,  
ami à la loi) né à Genève, ancien dip. de  
Léman, le 8<sup>e</sup> février 1783, négociant et  
propriétaire à la Martinique, et am  
actuellement rue Mont-Martin hôtel  
d'Angleterre n. 64 à Paris, se propose  
une demande à l'effet d'obtenir de ce  
de déclaration de naturalité.

Les renseignements qui me sont  
parvenus sur la conduite de ce  
sont peu favorables à sa moralité et à  
sa probité. On prétend même qu'il a  
à la Martinique, où il a sa résidence  
ordinaire, il est si mal vu de habitant,  
qu'il n'est admis dans aucune de  
société, et qu'il se réclame, en ce  
moment, la faveur de la naturalisation,  
que pour se procurer de nouveaux  
moyens d'exercer et d'étendre les  
manœuvres et l'audace auxquelles  
il se livre.

Or sans prendre une détermination  
à l'égard de ces étrangers, je désire que  
vous ayez la bonté de demander à la  
Martinique de renseignements positifs

G. Le Ministre de  
la Marine et des Colonies.

M<sup>r</sup> le Comte . . . Bourbonnais

circonstances sur son compte, et de savoir  
depuis quelle époque il y réside, quel motif  
l'a conduit dans cette colonie, de quelle  
manière il s'y est comporté, à quel commerce  
ou à quelle industrie il se livre habituellement,  
quelle somme de fonds il possède en moyen de  
quelle opinion on a de lui, enfin quel est le  
motif qui l'a éloigné de la Martinique et l'a  
amené à Paris.

Je serai très obligé à votre Excellence  
si elle veut bien me communiquer les  
documents qui lui seront transmis à ce sujet.

Où j'espère, Monsieur le Comte, l'assurance  
de ma haute considération.

Pour le Ministre, et par autorisation,

Le Maître des Requêtes,

Secrétaire Général,

*[Signature]*